



ROTARY CLUB DE BEYROUTH

Doyen du District 2452



LE BULLETIN

Volume 92 N°30

Année Rotarienne 2022 – 2023

Réunion du Lundi 29 Mai 2023

Présidente du R.I. :	Jennifer E. Jones
Gouverneur du District :	George Azar
Délégué du Gouverneur :	Jawad Mouawad
Assistante du Gouverneur :	Samar Salman
Président du RC Beyrouth :	Antoine Amatoury
Secrétaire du RC Beyrouth :	Labib Nasr

Devise de la Présidente du RI pour l'année 2022-2023 : « Imaginons le Rotary »

Thème du District 2022-2023 : « Connect to change »

LE PROTOCOLE

Ont assisté à la réunion

23 Rotariens du RCB

ABBOUD Nabil (PP)	CHERFAN Aida (IPP)	GHARZOUZI Gabriel	NASR Samir
ARIS Toufic (PP)	CHOUERI Nicolas (PP)	HAMMOUD Samir (PP)	NASRALLAH Rola
ASHI Roger (PP)	CODSI Reine (PP)	KALDANY Savia (PP)	SABA Habib (PP)
AZAR Rima	DAOU Aida (PP)	KANAAN Mona (PP)	SAYDE Maurice (PP)
BIZRI Zouheir (PP)	DEBAHY Pierre (PP)	MAHMASSANI Malek (PP)	ZOUAIN Georges
BOULOS Rosy	EL SOLH Abdel Salam (PP)	NASR Labib	

Un rotarien visiteur

Ibrahim Daher du RC de Paris

Un invité

Dr Abdallah Attié, invité du PP Maurice Saydé

Annonces

Prochain évènement du Club

Lundi 26 Juin à 20h - Passation de Pouvoir entre le Président Antoine Amatoury et la Présidente Rita Méouchy à l'Eau de Vie - Hôtel Phœnicia.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION STATUTAIRE

La réunion statutaire du lundi 29 mai regroupait autour d'un déjeuner à l'hôtel Palm Beach un grand nombre de Rotariens et d'invités et pour cause, notre camarade Samir Nasr donnait une importante conférence à caractère économique qui avait pour titre : 'ET MAINTENANT QUOI FAIRE ?'.

Pour commencer la réunion, et après les annonces d'usage, PE Rita Méouchy a parlé de la soirée organisée par le RC de Beaune et à laquelle elle a assisté en compagnie de l'IPP Aïda Cherfan et de leurs époux respectifs. Ambiance éclectique, bons vins, jeux de mots et calembours étaient de la fête mais aussi les contacts nécessaires pour programmer de futurs Global Grants.

Samir Nasr a pris la parole après le repas : En préambule, il rappelle les faits de l'époque et dresse un tableau des raisons de l'éclatement de la crise qui était en gestation depuis une vingtaine d'années.

Au début une question se posait : qui était le responsable de cette situation ? Malgré le vote d'une loi qui fixe un audit de toutes les institutions publiques y compris de la BDL, ... Loi votée à l'unanimité par le parlement mais qui n'a jamais été appliquée. Cependant, les faits qui empêchent tout dialogue avec les instances monétaires internationales sont bien là :

- * Absence d'un président de la république et d'un gouvernement actif ;
- * Une BDL qui a à sa tête un Gouverneur empêtré dans des accusations directes ;
- * Des voix encore qui s'élèvent contre tout accord avec le FMI.

Des décrets et des circulaires sont promulgués de la part de la BDL : les circulaires 151,162, ... Mais celles-ci relèvent plus du bricolage que de solutions. De plus il y a eu le gel de trois lois importantes :

- * Loi sur le '*capital control*' ;
- * Loi de la restructuration du secteur bancaire ;
- * Loi de la redistribution ou compensation des dépôts.

Comme précédemment cité, ces lois constituent des solutions partielles et ponctuelles. Les problèmes sont présents : salaires du secteur public, absence de tout financement du secteur bancaire qui paralyse le travail, ...

Quel est le palliatif actuel ? La BDL a recours aux subventions et un exemple se trouve dans les subventions comme 'Sayrafa'. Mais l'argent disponible dans les caisses de la BDL fond. De 30 milliards au début de la crise, on se retrouve aujourd'hui avec 10, 9 ou même 8 milliards. Notre Pays risque de perdre la capacité de maintenir une survie.



Pour cela, il faut envisager les solutions dans une vision globale. Notre camarade Samir cite les chantiers qui doivent être entrepris pour aboutir à ajuster les Finances, et propose certaines des solutions :

1. Annuler les différents taux de conversions \$/LBP - dollar douaniers, dollar 'Sayrafa', dollar salaire fonctionnaire. Tous ces taux étant une aberration.
2. Rationaliser les heures de travail des fonctionnaires du secteur public suivant leur paye pour éviter le nombre d'abstentionnistes. Si les salaires des fonctionnaires ne s'alignent pas sur la cherté de la vie, d'un autre côté ils ne peuvent être payés qu'en LBP.
3. Commencer sérieusement la réforme du secteur public pour conduire à une bonne gouvernance et une réduction significative du déficit public. Tous les ingrédients nécessaires se trouvent au ministère de l'Administration Publique : épuration, training et gouvernance.
4. Gérer d'une façon rationnelle et positive les dizaines d'actifs de l'État (Casino du Liban, Port, ...) pour en ramener des revenus.
5. Établir le 'Compte de Solidarité Nationale' pour permettre aux familles à besoins limités (certains employés du secteur public) de mieux vivre (subvention conséquente pendant la période de transition, c'est-à-dire jusqu'à la reprise économique). Ceci serait à l'instar de la caisse d'aide aux réfugiés. Notre camarade Samir en a déjà parlé à la BM.
6. Compenser les comptes USD des déposants à travers l'estimation de leurs dépôts, du Control de capitaux, la levée du secret bancaire pour connaître et évaluer l'origine, ... La compensation pourrait se faire à travers le crédit fiscal (être exempt de paiement pour une certaine durée).

En conclusion, Samir Nasr note l'Importance des REFORMES ;

- De l'*Audit* sur la BDL : celui-ci aidera pour deux raisons : déterminer les responsabilités, mais surtout révéler une partie de la vérité quant à la corruption et au gaspillage.
- De la relation avec le FMI : On pourrait faire SANS, ... Mais AVEC redonne confiance à la communauté internationale pour rétablir les relations économiques avec le Pays du Cèdre.

Sur cette note, la conférence se termine. Nous l'avons bien compris, il y a un prix à payer.

La réunion s'est achevée à 15h00.




